

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Extension de l'institut de cancérologie de Bretagne Sud –
Charpente bois**

N° du CCAP : 2025-20

Groupe Hospitalier Bretagne Sud
Direction des Travaux et du Patrimoine / Cellule marchés de territoire
5 avenue de Choiseul - BP 12233
56322 LORIENT
Tél : 02.97.06.97.73
✉ : cellulemarches@ghbs.bzh

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants.....	4
3.1 - Maîtrise d'œuvre	4
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	5
3.4 - Contrôle technique	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	6
5.2 - Délai d'exécution	6
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution de l'ensemble des travaux	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants.....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	9
10.2 - Implantation des ouvrages	9
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	9
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	9
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	10
10.3.3 - Registre de chantier.....	11
10.4 - Etudes d'exécution	11
10.5 - Installation et organisation du chantier	11
10.5.1 - Installation de chantier	11
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	11
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	11
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	11
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	11
11 - Développement durable	12
11.1 Conditions particulières d'exécution concernant les clauses environnementales	12
11.2 – Conditions particulières d'exécution concernant l'insertion sociale et professionnelle	12
11.3 Pénalités de non-réalisation de l'objectif d'insertion sociale	14

12 - Réception	15
12.1 - Réception des travaux	15
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	15
13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15
15 - Echanges électroniques	15
16 - Pénalités.....	16
16.1 - Pénalités de retard.....	16
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	16
16.3 - Autres pénalités spécifiques	16
17 - Assurances	17
18 - Clause de réexamen.....	18
19 - Résiliation du contrat.....	19
19.1 - Conditions de résiliation	19
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
20 - Règlement des litiges et langues	19
21 - Clauses complémentaires	19
22 - Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Extension de l'institut de cancérologie de Bretagne Sud - Charpente bois

Lieu(x) d'exécution :

Adresses de livraison : - Site de Lorient : 5 avenue de Choiseul
56100 LORIENT

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Communes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le calendrier prévisionnel d'exécution et note d'organisation de chantier
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- Le Plan Général de Coordination Sécurité Protection de la Santé (PGCSPS)
- Le mémoire technique
- Note et plans détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier
- Rapport initial du Contrôleur Technique
- Actes spéciaux de sous-traitance

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

AIA ARCHITECTES

13 Boulevard Jean Monnet

56260 Larmor Plage

Tél. : 02.97.64.03.40

Courriel : aia-architectes.lorient@a-i-a.fr

AIA INGENIERIE – Etudes techniques et Economiste

13 BOULEVARD JEAN MONNET

56260 Larmor Plage

Tel : 02.40.38.13.13

Courriel : aia.ingenierie.nantes@a-i-a.fr

AIA ENVIRONNEMENT - Environnement

7 Boulevard de Chantenay

44100 Nantes

Tel : 02.40.38.13.13

Courriel : aia.environnement.nantes@a-i-a.fr

VENATECH - Acousticien

23 Boulevard de l'Europe

54500 Vandoeuvre Les Nancy

Tel : 03.83.56.02.25

Courriel : f.guillou@venatech.com

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

AIA MANAGEMENT DE PROJETS

Pentagone 2

6 rue d'Ouessant

35760 Saint-grégoire

Tél. : 0299689777

Courriel : aia.management.lorient@a-i-a.fr

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

NAMIXIS

6 allée du mortier

44620 La montagne

Tel : 02.85.52.36.44

Courriel : Benoit.herbin@groupestea.com

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC CONSTRUCTION SAS

5 place des frères Montgolfier

78182 Saint Quentin en Yvelines

Tel : 06.18.75.70.97

Courriel : dao.construction@socotec.com

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS

1 Place Zaha Hadid

92400 Courbevoie

Tel : 01.55.24.70.00

Courriel : AccordCadre.resah@bureauveritas.com

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Toutes les informations relatives au fonctionnement du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) ou concernant les usagers pris en charge dans les services de l'établissement venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L 1110-4 du code de la santé publique). En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des

informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales.

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **17 mois**.

La date prévisionnelle de début des prestations est le **05/08/2024** en intégrant la phase préparation.

5.2 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du marché. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 15 jours.

Phénomène	Intensité limite	Durée ou période de temps
Pluie	20 mm	Par période de 6h à 18h
Gel	T<0°C à 6h	24 heures
Neige	plus de 5 cm au sol à 7h	
Vent	> 60 km/h	Par période de 6h à 18h
Brouillard	Visibilité insuffisante du grutier (hauteur de la grue)	

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution de l'ensemble des travaux

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (BT16b (n) / BT16b (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index BT16b « Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour l'ensemble des lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le pouvoir adjudicateur est en réflexion concernant une plateforme de gestion pour l'exécution technique et financière.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Le numéro **SIRET** qui identifiera le GHBS en tant que destinataire de la facture : **265 613 349 00140** ;
- Le code service **DTP + n° du bon de commande** (7 chiffres).

Les demandes de paiement doivent être à l'entête du :

GHBS - Direction des Travaux et du Patrimoine - 5 avenue de Choiseul - 56100 LORIENT

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Les matériaux, produits et composants employés seront neufs, toujours de première qualité et conformes aux normes AFNOR.

L'Entreprise doit toujours être en mesure d'indiquer et de prouver l'origine des matériaux qu'elle met en œuvre ainsi que leur qualité en fonction des prescriptions qui lui ont été faites, via des fiches d'agrément à valider par le Maître d'œuvre avant tout démarrage des travaux.

En cas de manquement à cette règle, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire déposer et refaire les ouvrages concernés aux frais de l'entreprise, qui devra également supporter les conséquences financières éventuelles sur les autres lots.

Les emballages d'origine ou marques permettant d'identifier les matériaux, produits et composants (type, qualité, fabricant ou fournisseur, ...) seront conservés sur le chantier afin de pouvoir s'assurer de leur conformité avec les indications du marché. Toute modification, même involontaire, pourra être considérée comme fraude ou tentative de fraude.

L'Entrepreneur ne pourra remplacer les prestations décrites par des prestations « équivalentes » qu'après agrément du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. Toutefois, le Maître d'œuvre se réservera le droit d'imposer les matériaux ou appareils prévus sans qu'il ait à s'en justifier auprès de l'Entreprise.

Sauf décision du Maître d'œuvre, les références des matériaux retenus au niveau de la signature des marchés ne pourront être remises en cause par l'Entreprise une fois le chantier démarré.

Les justifications de classement, de réaction ou de résistance au feu, ainsi que celles d'isolation phonique seront obligatoirement fournies. Les ouvrages seront livrés avec les procès-verbaux d'essais, réalisés en laboratoire officiel pour les performances demandées.

10.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°02 : Fondations Spéciales - Gros-OEuvre – Démolitions – AO ouvert « Extension de l'institut de cancérologie de Bretagne Sud (17 lots) » n° 2025-06.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 mois.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service, date prévisionnelle du 05/08/2025.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 300,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

11 - Développement durable

11.1 Conditions particulières d'exécution concernant les clauses environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les titulaires des différents lots devront mettre en œuvre, dans leur organisation comme dans leur logistique, toutes les actions en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable, notamment :

- Privilégier les modes actifs, transports en communs, et covoiturage pour les salariés, à défaut l'utilisation de véhicules à très faible émissions de gaz à effets de serre,
- Optimiser et limiter les tournées de livraison sur le chantier,
- Limiter la production de déchets, trier et valoriser ces derniers. Notamment, les emballages devront être limités et triés par nature et matière afin d'être éliminés vers une filière de valorisation pertinente.
- Les matériaux et produits proposés privilégieront les matériaux bio sources ou contenant des matières recyclées. Les produits éco labellisés seront favorisés.
- Une attention particulière devra être portée sur la séparabilité des produits et leur durée de vie.

11.2 – Conditions particulières d'exécution concernant l'insertion sociale et professionnelle

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le GHBS, maître d'ouvrage de l'opération, s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail, en application de l'article L. 2121-1 et suivant du code de la commande publique.

C'est pourquoi le cahier des charges du présent marché ainsi que l'acte d'engagement/l'Attri1 comportent une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement par le facilitateur avant leur prise de poste.

Désignation	Nombre d'heures
Charpente Bois	210

Modalités de mise en œuvre

L'entreprise titulaire pourra recourir à la modalité de mise en œuvre de son choix :

- embauche directe. Quel que soit le type de contrat (CDI, CDD ou CUI-CIE), l'éligibilité du bénéficiaire doit alors être validée par le facilitateur en amont du recrutement,
- recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- mise à disposition de personnel via une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou une entreprise de travail temporaire classique (ETT).
- sous-traitance ou cotraitance avec une structure prestataire relevant de l'IAE : une entreprise d'insertion (EI), un chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA) ou un établissement de service et d'aide par le travail (ESAT).

Après attribution du présent contrat, et en cas de cumul par l'entreprise attributaire de plusieurs obligations de clause d'insertion contractées auprès de la région Bretagne, une optimisation de ces dernières au profit d'une seule et même personne sur un emploi direct et durable pourra être étudiée avec le facilitateur du Marché.

Tout recrutement via une embauche directe doit faire l'objet d'une validation préalable par le facilitateur.

Rôle du facilitateur

L'assistance technique du Maître d'Ouvrage est réalisée par un facilitateur que le maître d'ouvrage met à disposition pour :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- être présent à la première réunion de chantier pour rencontrer toutes les entreprises attributaires,
- proposer des publics prioritaires.
- en aval de la passation du contrat, assister les cocontractants dans le suivi et l'exécution de la clause.

Le facilitateur sera invité aux réunions de chantiers, et en particulier à la première réunion afin de rencontrer l'ensemble des entreprises attributaires.

Coordonnées du facilitateur de la clause d'insertion

Geoffrey ARMENOULT
Mission Locale pour l'emploi du pays de Lorient
Gare de Lorient
9bis Place François Mitterrand
56100 Lorient
Mail : g.armenoult@mllorient.org / clausessociales@mllorient.org

Mobile : 06 08 49 13 26
Standard : 02 97 21 42 05
Service aux entreprises : 02 97 89 53 50

Publics destinataires de la clause

Les publics concernés peuvent répondre à une des qualifications suivantes :

- Les publics bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS, AAH, ATA) ;
- Les jeunes de moins de 26 ans non qualifiés, ou décrocheurs scolaires, inscrits à la Mission Locale ;
- Les personnes handicapées (bénéficiaires de l'obligation d'emploi dont les travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ou la COTOREP) ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (> 1 an) et demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les personnes relevant d'une structure d'Insertion par l'Activité Economique ;
- Autres publics rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle avérées, ne relevant pas des catégories mentionnées ci-dessus.

NB : il est précisé que l'entreprise titulaire conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Tout employeur dont les salariés accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics, est tenu de demander la Carte BTP pour les salariés concernés. Cela s'applique donc aux structures d'insertion (associations intermédiaires, entreprises d'insertion) dès lors qu'elles mettent à disposition des salariés sur les chantiers. L'entreprise titulaire devra donc s'assurer de cette dotation en carte BTP, y pourvoir en cas d'absence, et vérifier que le salarié en insertion en soit porteur le temps du chantier.

En outre, le titulaire du marché est dans l'obligation de former le personnel en insertion, placé sous son autorité, à l'ensemble des protocoles de sécurité de l'entreprise et dans le cadre du PPSPS validé par le coordonnateur en SPS. A ce titre, l'entreprise devra le doter d'équipements de protection individuelle à son usage propre.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L. 2113-12 et suivants du code de la commande publique.

L'entreprise titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment :

- Prendre contact, dans les 4 semaines suivant la notification du marché, avec le facilitateur afin de mettre en place une réunion spécifiquement dédiée à la mise en œuvre de l'obligation d'insertion.
- Coordonner le lien entre le facilitateur et les éventuels sous-traitants du titulaire afin que l'ensemble des prescriptions liées à la présente clause sociale, dont le titulaire demeure le garant, puissent être déclinées de manière conforme.
- Désigner en interne la/les personne(s) en charge du tutorat en entreprise des personnes accueillies en application de la présente disposition.

Seront validés / définis par le facilitateur, et pour chacune des entreprises intervenantes et concernées par la clause sociale :

- la conformité du scénario de mise en œuvre,
- l'éligibilité du public,
- les modalités de suivi, de reporting et leur régularité.

Suivi et bilan de l'action d'insertion

A la demande du maître d'ouvrage, le facilitateur procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. La structure porteuse du contrat de travail transmettra au facilitateur les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail,
- bulletins de salaire,
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Il est précisé que le cumul des heures travaillées et celui des heures de formations, définies dans le contrat de travail, sont cumulées dans la valorisation des heures d'insertion, afin de faciliter la professionnalisation de la personne concernée par l'action d'insertion.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée au facilitateur du marché désigné par le maître d'ouvrage. La mise en œuvre de l'obligation et de l'ensemble des prescriptions ici mentionnées demeurent de la responsabilité de l'entreprise titulaire.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le facilitateur pourra être amené à participer. Il suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. Ce contrôle sera exercé par le facilitateur mandaté par le Maître d'ouvrage. A cet effet, le titulaire produit le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion.

En cas de non-respect des engagements pris au titre de la clause sociale, le titulaire du marché encoure les pénalités prévues à l'article 11.3 du présent CCAP.

11.3 Pénalités de non-réalisation de l'objectif d'insertion sociale

- En cas de non-transmission des justificatifs nécessaires à la vérification de la mise en œuvre des actions, soit de formation, soit d'insertion (relevé mensuels d'heures, contrats de travail, factures des structures d'insertion, ...), le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 € par jour de retard à compter de la date de la réunion de suivi au cours de laquelle cette non-transmission est constatée et/ou de l'écrit par lequel elle est signalée.
- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire est redevable d'une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire brut.
- Recouvrement des pénalités :
 - le montant des pénalités, lorsqu'il peut être retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire, vient en atténuation de la dépense.
 - s'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un titre de recette à l'encontre du titulaire.
- Indépendamment du dispositif de sanction précité, le cumul du montant des diverses pénalités ne pourra excéder 15% du montant du marché.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le GHBS ainsi que le facilitateur par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Prise en compte des difficultés conjoncturelles

En cas de difficultés conjoncturelles sérieuses survenant en cours du contrat et affectant durablement l'entreprise, le GHBS veillera en priorité, dans l'intérêt général, à préserver l'emploi dans l'entreprise ou le groupement d'entreprises titulaire, ainsi que dans les entreprises sous-traitantes éventuelles. Dans de telles circonstances, il pourrait donc être procédé à une interruption du dispositif d'insertion.

Cette situation pourra être observée, notamment, dans les deux cas suivants :

- La mise en place du chômage partiel,
- La mise en place d'un plan social.

La reconnaissance d'une telle situation sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché, dont une copie sera notifiée, pour information, à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de l'Entreprise et de la Formation Professionnelle, administration compétente quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

Hors ces deux cas de figure précis mentionnés ci-dessus, en cas de circonstances particulières expliquant la non-réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, qui ne soient pas le fait de l'entreprise, et sur la base d'un avis motivé du facilitateur chargé du suivi du marché, le maître d'ouvrage pourra décider de ne pas appliquer cette disposition. Les motifs d'une telle décision devront notamment s'appuyer sur le fait que l'entreprise aura réuni les conditions et mis à disposition les moyens d'une réalisation complète de ses obligations, et que ce sont des motifs conjoncturels indépendant de sa volonté qui l'auront empêchée.

BILAN

Après la réception des travaux ou à l'issue de la prestation, le facilitateur restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion.

Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année.

Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/2000^{ème} de la valeur H.T. des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 300,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 300,00 €.

Cette pénalité s'applique soit à des tâches partielles ou globales de travaux, soit en d'autres cas, notamment :

- Retard dans la fourniture de renseignements demandés, tels que :
 - délai d'approvisionnement,
 - début d'intervention sur le chantier,
 - délais d'exécution proposés par chaque entreprise,
 - effectif échelonné dans le temps,
- Retard dans l'exécution d'une disposition confirmée au rendez-vous de chantier,
- Retard dans les commandes de l'entreprise aux fournisseurs,
- Retard dans l'approvisionnement,
- Insuffisance des effectifs, etc.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités en jours ouvrés	Occurrence	Valeurs	Précisions
Salissures sur la voie publique	Journalière	150,00 €	
Circulation	Forfaitaire	30,00 €	Non-respect des itinéraires prescrits pour la desserte du chantier, et par véhicule
Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier	Journalière	150,00 €	
Retard dans la libération des emprises de chantier	Journalière	150,00 €	
Défaut de nettoyage	Journalière	150,00 €	Par infraction constatée, dès 300 mètres de voirie ouverte à la circulation publique à la sortie du chantier
Sécurité/gardiennage/hygiène/signalisation	Journalière	150,00 €	En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, gardiennage, hygiène et signalisation du chantier.

Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	Au-delà d'un quart d'heure constaté : 35,00 € Au-delà d'une heure constatée : 70,00 €	Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier dont le calendrier sera fixé pendant la période de préparation, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires pour l'exécution, ce représentant sera agréé par Le Maître d'œuvre. La présence de l'entrepreneur convoqué aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou de son remplacement, par une personne insuffisamment qualifiée, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.
Travaux sur le domaine public sans signalisation ni protection efficace	Journalière	50,00 €	De jour, comme de nuit
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	Forfaitaire	70,00 €	Par infraction constatée
Dépôt de déblais excédentaires (terre végétale, déblais, gravats)	Forfaitaire	150,00 €	Par infraction constatée, en dehors des zones prescrites à cet effet ou incinération de matériaux dans l'enceinte du chantier
Pénalités de retard de parachèvement permettant la levée des réserves	Journalière	1.0/4000	Tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage est sanctionné par une pénalité.
Défaut de production de documents pendant l'exécution des travaux	Journalière	150,00 €	Article 19.3 du CCAG-Travaux
Non-respect des convocations et demandes du SPS	Journalière	150,00 €	
Incivilités sur le chantier	Forfaitaire	150,00 €	
Non-respect des obligations en matière d'insertion	Voir article 11.3		
Pénalités pour non-respect des exigences de la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la prévention des risques aspergillose (poussières...)		500.00€	

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Assurances du maître d'ouvrage

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux)
- Assurance « Tous risques chantier » couvrant les dommages matériels accidentels occasionnés en cours de travaux aux ouvrages, équipements et matériaux

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1- Modifications internes à l'entreprise :

- . Changement de la dénomination sociale de l'entreprise ; En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc...) qui fera apparaître ce changement.
- . Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise ; En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB qui annulera et remplacera le RIB fourni précédemment.
- . Changement d'adresse ; En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro de SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

2- Disparition d'indices sans indice de substitution

En cas de disparition d'un indice d'actualisation de prix et dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire et par échange de courrier.

3- Ajout ou suppression prestations, travaux supplémentaires.

L'ajout s'effectuera de la manière suivante :

- Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations ajoutées.
- Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix global et forfaitaire après accord des parties.

La suppression s'effectuera de la manière suivante :

- Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations supprimées.
- Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix global et forfaitaire après accord des parties.

Les modifications liées à l'ajout ou à la suppression de prestations ne pourront pas conduire à une modification de plus de 50 % du montant total du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire justifierait ne pas pouvoir assurer les commandes au-delà du montant initial du marché, il pourra demander la résiliation de celui-ci. Il fournira, pour ce faire, des éléments argumentés et détaillés. Celle-ci interviendra, sans indemnité, dans un délai défini par les parties.

--- Ce réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, et sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire du marché après signature des deux parties.--

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

Travaux supplémentaires :

Les travaux supplémentaires sont définis comme des travaux non prévus au marché. La facturation de ces travaux supplémentaires n'est recevable que si ces derniers ont fait l'objet d'un OS de la maîtrise d'œuvre et d'un avenant émanant du maître d'ouvrage. Le fait pour une entreprise d'exécuter un travail supplémentaire sans ordre de service préalable implique l'accord de celle-ci pour réaliser ce travail sans supplément de prix, ni prolongation du délai contractuel d'exécution.

Les fournitures et travaux supplémentaires seront réglés en priorité par application des prix résultant des décompositions et sous-détails fournis par le titulaire dans les limites fixées par les articles 15 à 17 du CCAG. Dans le cas où cette disposition ne pourrait être envisagée, les prestations supplémentaires seront réglées selon les modalités prévues à l'article 14 du CCAG Travaux.

22 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux